

POLITIQUE

Du G20 au G21 : Solidarité, interdépendance et Afrique

Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur du Groupe de réflexion, d'action et d'influence *Afrology*

22 novembre 2010

La souveraineté commerciale a réorienté le G20 de Séoul, Corée du Sud (11-12 novembre 2010) vers la formation d'une future gouvernance économique du monde, même si les pays pauvres sont encore largement exclus. Malheureusement, la solidarité internationale effective n'est pas au rendez-vous. Ou plus exactement, la notion de don, cette forme moderne de la charité étatique a fait place à la solidarité fondée sur le retour sur investissement. Le partage de rôles entre le G20 et le Conseil de sécurité tend à émerger à la vitesse de l'escargot au plan politique. Le volet économique semble petit à petit se négocier au sein d'un groupe élargi qui a besoin de donner une voix décisionnelle à l'Afrique en évoluant en G21.

1. G20 et rapports de force : refondation par la souveraineté commerciale

Le solde commercial de l'Afrique, c'est-à-dire la différence entre les exportations et les importations de marchandises, était déficitaire en 1999, soit -11 600 millions de dollars des Etats-Unis (\$ US). Ce déficit s'est aggravé entre 1999 et 2009, augmentant de 89 % en 10 ans pour atteindre -21 300 millions de \$ US¹. L'Afrique doit nécessairement réapprendre à mieux gouverner en retrouvant les chemins qui conduisent vers la réviviscence d'une balance commerciale positive. Il faudrait veiller à ne pas se contenter d'une approche purement quantitative qui exclut la création de valeurs ajoutées et les transformations locales créatrices d'emplois. Les visions et l'organisation des échanges commerciaux qui intègrent les aspects qualitatifs ne peuvent que favoriser, de manière substantielle, le solde commercial africain qui comprend autant les biens commerciaux que les services commerciaux actuellement anormalement faibles. C'est donc cette dynamique fondée sur une approche systémique qui transformera les marges commerciales en souveraineté commerciale en Afrique.

Le G20, ce groupe élargi d'Etats industrialisés et émergents, constitue, malgré les maigres résultats des précédentes sessions, un véritable précurseur d'une forme de gouvernement économique mondial en préparation. Le conseil de sécurité des Nations Unies se réservant le rôle politique. Le sommet du G20 de Séoul² (mi-novembre 2010), continue d'exclure les pays moins riches et pauvres en censurant leur droit à une voix décisionnelle. A l'exception de l'Afrique du Sud considérée comme un pays émergent, les pays africains furent représentés par la délégation de l'Union africaine dirigée par Meles Zenawi, Premier Ministre éthiopien et Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine. Ces derniers continuent d'être considérés comme des observateurs dont l'influence se mesure à l'aune du solde commercial structurellement déficitaire du continent. En réalité, le G20, à la différence du G8 très politisé et ségrégationniste, donne, malgré tout, la prépondérance à la puissance commerciale avec en filigrane les excédents de

balance de paiements qui en découlent. Sur ce plan, les principaux pays dits riches ou industrialisés sont amenés à faire profil bas. Le niveau abyssal atteint par leur déficit budgétaire ne permet plus de donner des leçons. Le cas de la Grèce est symptomatique avec -15,2 % de déficit budgétaire et une dette estimée au delà de 300 milliards d'Euros que confirme l'office européen des statistiques. On n'est pas loin de la faillite d'un Etat européen qui pourrait conduire à l'éclatement de la zone Euro si les pays comme l'Irlande, le Portugal et l'Espagne et dans une moindre mesure la France devaient voir le déficit budgétaire actuel se détériorer dans les années à venir. Paradoxalement, tout ceci constitue une chance pour une gouvernance de l'interdépendance³. Pour une fois, il existe une chance pour réussir une refondation du partenariat sans l'hypocrisie et sans l'arrogance du donateur qui joue simultanément le rôle de créancier.

Donc, en définitive, c'est bien le solde commercial et le solde budgétaire qui demeurent la référence dans les rapports de force entre les membres du G20. Les dirigeants africains devront sur ce plan reconsidérer leurs vieilles approches où ils se croient indispensables alors que l'accès à leur matières premières non transformées se négocie en fait par un troc inégal sur fond de déséquilibre qualitatif de la balance commerciale et de celle des paiements.

2. Partage des rôles entre le G20 et le Conseil de sécurité : entre économie et politique

Les Nations Unies peinent à réformer le Conseil de sécurité justement parce que le véritable critère, non-dit pour être crédible et entendu, fait abstraction du solde commercial. L'obsolète approche du Conseil de sécurité repose encore en 2011 sur la primauté donnée à ceux qui ont gagné la seconde guerre mondiale et qui s'assurent par cercles concentriques de faire aligner sur leurs positions, les pays les moins influents, ceci dans le cadre d'un réseau diplomatique où l'aide publique au développement ressemble plus à un retour sur investissement. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de constater que depuis la mort suspecte du suédois Dag Hammarskjöld, Secrétaire général des Nations Unies de 1953 à 1961, l'ONU a perdu en crédibilité. Ce deuxième secrétaire général de l'ONU a été retrouvé mort au cours d'une mission de paix au Congo. Depuis lors le Congo, ne trouve pas la paix. Mais, depuis sa mort, la tendance observée à l'ONU a été de choisir des secrétaires généraux aux profils bas. En contrepartie, de nombreuses résolutions adoptées ne sont pas mises en œuvre et le niveau de non-représentativité des Peuples s'est inversé au profit de représentants d'Etats qui ne respectent pas la vérité des urnes. En conséquence, il est difficile pour les secrétaires généraux de l'ONU de peser de tout leur poids sur les événements si les Etats ne leur en donnent pas les moyens.

La crédibilité du G20 devrait s'améliorer avec le temps par rapport à celle du Conseil de sécurité dès lors que les dirigeants non élus ou mal démocratiquement élus pourront être exclus justement du fait de leur non représentativité. Que l'Union africaine choisisse le Président éthiopien pour représenter l'Afrique au G20 doit être considéré comme un mauvais exemple, à moins que l'Afrique souhaite rappeler que l'image de la démocratie que promeut le Président éthiopien constitue un modèle qui ne semble pas gêner les chefs d'Etat africains. Mais, le G20 n'est pas le Conseil de sécurité. Les chances d'ailleurs d'avoir une voix représentant l'Afrique au G20 serait plus grande avec un choix effectué parmi les Chefs d'Etat africains démocratiquement élus, sans usurpation de la vérité des urnes et avec la non-objection des partis d'opposition. Les chefs d'Etat

africains devraient y réfléchir lors de leur session ordinaire de janvier et de juillet 2011 afin d'augmenter leur chance de pouvoir siéger dans un futur G21.

En passant par pertes et profits l'éthique et le respect effectif d'une démocratie non palliative, le Conseil de sécurité des Nations Unies fonctionne au ralenti depuis la mort de Dag Hammarskjöld, cet homme au destin hors du commun qui perdit la vie en tentant de faire des Nations Unies l'instrument et le moyen d'expression d'une communauté internationale. Mais certains Etats-membres ne voulaient pas d'une communauté internationale égalitaire mais bien d'une communauté internationale asymétrique où les puissants imposeraient leur bonne pratique autoproclamée aux autres.

C'est donc tout le processus de changement du monde au service des Peuples qui s'est trouvé neutralisé ou englué dans la bureaucratie conformiste de l'ONU. L'espace de dialogue offert par les Nations Unies, qui reste par ailleurs indispensable, a été depuis lors entaché de suspicion. Il a fallu que les marges commerciales des pays émergents viennent rééquilibrer les écarts de puissance pour que le Club restreint des pays riches s'élargisse. La différence majeure avec le Conseil de sécurité est que le poids des échanges en volume et en valeur devient de plus en plus prépondérant pour évaluer les rapports de force, ce qui a d'ailleurs mis fin à l'unilatéralisme occidental. Il ne faut donc pas désespérer de l'amélioration effective de la gouvernance économique en Afrique, si les dirigeants africains prennent conscience de ce changement fondamental dans les rapports entre les Etats. Pour ce faire, l'Afrique doit distinguer entre ses marges de manœuvre commerciales fondées uniquement sur les volumes et les quantités et soutenir les instruments qui permettront la création d'une monnaie commune. La création prochaine du Fonds monétaire africain en 2011 pourrait conduire l'Afrique à ne plus être considérée comme un simple observateur au G20 mais un membre de droit avec un poids effectif dans les décisions relatives à la gouvernance économique mondiale. L'Afrique viendra ainsi soutenir la refondation commerciale comme un instrument moins arbitraire pour modifier les rapports de force au sein du G20.

3. G20 de Séoul a oublié d'organiser le « *solidarisme contractuel* »

Le G20 de Séoul 2010 a malgré tout évolué depuis les annonces sans lendemain, ou des déclarations générales sans engagement réels, qui s'étaient multipliées dans le cadre largement discriminatoire du G7-G8. Le G20 de Séoul a permis enfin de parler de « *choses qui fâchent* ». Il faut bien constater que l'hégémonie occidentale fixant les résultats avant les rencontres sous couvert d'un universalisme économique n'a pas eu de préséance. La persistance des déséquilibres économiques et monétaires témoigne de l'impuissance des acteurs étatiques à trouver les solutions uniquement parmi le groupe élargi de pays dits « *riches* ». L'effolement créé par les possibilités de défaut de paiement de pays comme l'Islande et la Grèce, avec en filigrane les pays dits riches présentant des déficits importants de balance des paiements tend à imposer la « *solidarité internationale* » comme le seul véritable sujet. En réalité, ce n'est pas parce que le pays est considéré comme un pays occidental et riche qu'il ne peut pas glisser d'un déficit de sa balance des paiements abyssal vers un défaut de paiement qui déstabilise tous ses créanciers et la communauté économique dans laquelle ce pays évolue. Le défaut de paiement des dettes

publiques⁴ est devenu une réalité aujourd'hui, et l'Afrique collectivement n'est pas responsable de cet état de fait.

Toute volonté de réformer le système monétaire et financier international suppose une re-discussion sur les aprioris conceptuels et théoriques sous-jacents. Mais c'est le refus de reconnaître les erreurs dogmatiques d'un système économique reposant sur la dérégulation et le monétarisme appliqué par les Etats-Unis et certains alliés ou suiveurs qui prédomine. A ce titre, certains pays ont choisi comme stratégie la « *meilleure défense est l'attaque* », c'est-à-dire de continuer de croire qu'il s'agit d'une "*hausse naturelle de température*" que le marché contribuera à faire baisser. Mais la réalité est que la possibilité pour les Etats-Unis de créer de la monnaie sans contrepartie n'est plus isolée. La Chine peut en faire autant. Cette guerre de la création monétaire ne reposant sur aucune contrepartie productive est dangereuse et assurément désastreuse pour les pays observateurs non-sollicités de cette guerre. Pour les Etats-Unis, c'est une dévaluation assurée de leur monnaie et pour la Chine une inflation accélérée⁵. Pour tous les autres pays, des manques à gagner liés uniquement à des asymétries dans les transactions sur les devises. Il suffit pourtant de faire preuve de « *sagesse* ».

Aussi, au lieu de proposer une approche fondée sur le « *solidarisme contractuel*⁶ », plusieurs créateurs et responsables de la crise financière de 2008 ont préféré lancer la guerre des monnaies en tentant de rallier la majorité des pays en déficit de balance des paiements à contraindre les pays en surplus de balance des paiements de faire tout l'effort pour un retour de l'équilibre mondial dans les échanges commerciaux tant en volume qu'en valeur. En réalité, il s'agit tout simplement d'imposer, à partir d'un seuil plafond fixé unilatéralement par les Etats-Unis, aux pays disposant de soldes commerciaux et de balances des paiements positifs, de compenser les pays déficitaires. Cette approche, marque de mépris, d'incivilité et d'impolitesse, a été perçue comme telle par les grands pays émergents asiatiques. Avec un rapport de rapports s'inversant au profit des pays émergents, et de la Chine en particulier, la réponse a été claire et nette : NON.

En filigrane du G20, c'est bien le G2, les échanges décomplexés entre les Etats-Unis et la Chine, qui ont rythmé les rencontres de Séoul. Les velléités, voire les menaces à peine voilées de faire cavalier seul ne marchent plus. En fait, toutes actions non coordonnées seraient une marque d'inconscience et d'irresponsabilité face aux avancées timides qu'impose, la globalisation de la production, du commerce et de la finance. Avec la présidence d'un an sous la direction du Président français, Nicolas Sarkozy et en référence à ses déclarations d'organiser aussi une certaine forme de « *bouger les lignes* » au niveau du G20, il y a des chances que le G20 change et devienne **un G21**. Pour l'Afrique, il importe que des avancées soient opérées à trois niveaux :

- que l'Afrique se retrouve avec une représentation de membre à part entière et non un simple observateur, donc évoluer vers un G21 avec une représentation africaine d'un dirigeant ayant passé avec succès le test de la vérité des urnes et de la démocratie non palliative ;
- que les membres du G20 soutiennent l'initiative africaine de création du Fonds monétaire africain en participant au capital avec ou sans droit de vote dans cette future nouvelle institution africaine de solidarité et d'amélioration des équilibres des balances des paiements des pays africains ;

- que le G20 organise le « *solidarisme contractuel* » afin de transformer cette nébuleuse de la gouvernance économique mondiale en une véritable institution de gouvernance au service des Peuples.

4. Interventionnisme de l'Etat, interventionnisme du G20

La réforme en profondeur du système monétaire et financier n'est toujours pas à l'ordre du jour même si la guerre des monnaies sur fond de déséquilibres des échanges et de la balance des paiements a constitué l'essentiel des concertations, car il n'y a pas eu de négociations.

Les améliorations en termes de surveillance et de régulation contenues dans les nouveaux accords entre les autorités financières dits « *Bâle III*⁷ » ont accouché d'une souris. En effet, le principe fondateur de la crise financière de 2008 n'a pas été aboli. Il s'agit du principe de la titrisation consistant à transformer des engagements (crédits octroyés) des institutions financières en des titres sans pour autant faire partager avec ces mêmes institutions financières la prise de risque. Ainsi, le principe de titrisation non régulé s'est mué en titrisation régulée avec seulement 5 % du risque supporté par les banques lors de l'ouverture des crédits. Selon l'économiste Henri Bourguinat, il aurait fallu atteindre au moins 30 % pour que le principe soit dissuasif⁸. Rappelons tout de même que depuis le début de l'année 2010, 146 établissements financiers ont fait faillite aux Etats-Unis, moins que l'année record de 1989 où 534 banques ont mis les clés sous la porte. Trois des banques faillies bénéficieront d'une procédure de « *reprise des dépôts* » par le *Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC)* dès ce mois, ceci avec l'argent du contribuable américain⁹. Il s'agit bien d'un interventionnisme de l'Etat, ce qui semble ne plus être un tabou, dans le pays qui, il n'y a pas si longtemps, jurait qu'il ne fallait jamais faire de l'interventionnisme d'Etat et que le laisser-faire, la fameuse « *main invisible* », se chargerait d'ajuster les marchés.

Sur un autre plan, il est demandé aux banques de renforcer leurs fonds propres pour éviter les faillites des institutions les moins solides tout en laissant clairement la possibilité pour les Etats de voler au secours des grandes banques avec l'argent du contribuable. Ces « *mesurettes* » discriminatoires ne vont que favoriser la concentration des activités financières dans les mains des institutions disposant d'une meilleure solidité en fonds propres. Le problème est qu'avec l'annonce de Dominique Strauss-Kahn, le Directeur exécutif du Fonds monétaire international (FMI) rappelant qu'à la mi-2009, ces grandes banques avaient encore près de « *50 % de pertes non dévoilées* », l'hypothèse de la plausibilité d'une nouvelle crise financière n'est pas à écarter malgré des batteries d'instruments financiers de veille et des tests de résistance aux crises financières.

Pourtant, l'Anglo Irish Bank avait passé avec succès tous ces tests, ce qui n'a pas empêché cette banque de faillir au point d'être renflouée par l'argent du contribuable irlandais. Faut-il croire que tous ces systèmes de prévention et de pare-feu ne sont que du vent ? Certainement, si certains Etats du G20 décident unilatéralement de faire cavalier seul, ce qui ne peut que contribuer à un désordre monétaire et financier accru.

A contrario, si malgré les contraintes actuelles, les Etats décident d'accepter et de respecter les règles prévisibles et transparentes et donc de pratiquer la loi de l'interdépendance, alors oui, c'est l'interdépendance qui sortira vainqueur. Cette nouvelle solidarité internationale en émergence n'est possible, qu'à condition que la discipline collective règne et que le rapport de force actuel,

datant de la seconde guerre mondiale, se transforme en solidarité sans priorité pour les pays les plus riches disposant d'un déficit commercial et budgétaire abyssal. Cette solidarité nouvelle ne sera efficace que si les pays non représentés au plan décisionnel au G20 retrouvent leur place. Il s'agit d'une priorité qui ne peut plus faire l'objet d'annonces politiciennes.

5. Le G20 est-il démocratique en excluant l'Afrique de la prise de décisions ?

Étrangement, c'est bien le fait de ne pas considérer le mal économique que les pays du G20 engendrent dans les pays pauvres, qui empêche le G20 de jouer réellement collectif. Il ne faut toutefois pas que sous la Présidence tournante d'un an du Président français, la solidarité ne devienne virtuelle au point de ressembler à la rupture avec la Françafrique qui tarde à devenir réalité en Afrique.

Croire cette fois-ci que le G20 de Séoul a levé cette discrimination en excluant une représentation à part entière de 53 Etats africains (sans l'Afrique du sud), serait s'illusionner sur la stratégie sous-jacente consistant à faire croire que ce qui est « *bon* » pour le G20 composé exclusivement de pays industrialisés et émergents le serait automatiquement pour tous les autres pays. Le G20 n'est donc pas par essence démocratique. Il n'est donc pas question de revoir les causes profondes des déséquilibres commerciaux et monétaires mais de tenter de réduire l'impact négatif du système de libre-échange fondé sur des rapports de force, le « *protectionnisme de souveraineté* » et des formes nouvelles déloyales de soutien à la compétitivité d'un pays.

Il est très symptomatique de voir de nombreux analystes et observateurs de l'économie et des échanges mondiaux parler de désordre dans l'économie mondiale dès lors que les conséquences de ces désordres touchent également les pays industrialisés. Ce sont bien pourtant les pays d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique et certains pays émergents qui soutiennent la croissance mondiale. Cela se traduit par des déficits importants des balances de paiements que reflète le solde de la balance commerciale (voir Tableau 1).

Pays	DEFICIT EN % de PIB			SURPLUS EN % DE PIB		
	A partir de -100 milliards	Entre -99,9 et -10 milliards	Entre 0 et -9,9 milliards	Entre 0 et 9,9 milliards	Entre 10 et 99,9 milliards	Au-delà de 100 milliards
Afrique subsaharienne				2,1 %		
Afrique du sud			-3,4			
Allemagne						5,6 %
Arabie saoudite						8,1 %
Argentine					5,5 %	
Australie			-0,9 %			
Brésil				0,3 %		
Canada		-2 %				
Chine						3,6 %
Corée du sud					3,3 %	
Côte d'Ivoire					18,1 %	
Etats-Unis	-2,7					

France		-1,9				
Ghana			-14,2 %			
Inde		-5,2 %				
Indonésie					2,8 %	
Italie		-0,5				
Japon						0,4 %
Mexique		-2,6 %				
Nigeria					10,2 %	
Royaume Uni		-2,1 %				
Sénégal		-19,3 %				
Togo			-14,5 %			
Turquie		-3,4 %				
Source : A partir de Financial Times, « Imbalance cloud 20/20 vision », in <i>Financial Times</i> , Wednesday 10 November 2010, p. 7 et voir IMF, <i>Regional Economic Outlook : Sub-Saharan Africa. Back to High Growth?</i> , IMF, Washington D.C., USA, p. 82.						

La bonne gouvernance macroéconomique tend à mettre en exergue les pays où l'interventionnisme de l'Etat est intelligent et la régulation, un véritable outil de gestion. A contrario, les pays qui ont pratiqué la dérégulation à outrance tout en considérant que les déficits commerciaux ne posaient pas de problème tant que cela se faisait à leur avantage, se retrouvent piégés avec l'arrivée en masse et en force des pays émergents dans la maîtrise de la compétitivité dans le secteur productif.

Les marges commerciales s'amenuisant du côté des pays riches, le principe des vases communicants où les pays à surplus commercial devraient être les seuls à faire l'effort a reçu un non diplomatique lors du G20 de Séoul. Aussi, bien que chaque pays s'engage à ne pas faire des « dévaluations compétitives », à savoir utiliser sa monnaie dans un sens ou dans l'autre pour favoriser ses exportations et ses importations, personne ne s'y est vraiment contraint.

La guerre des monnaies sous-jacente n'est qu'une des conséquences de la modification de la règle commune qui prévalait avant 1971 et qui a pris fin avec la décision unilatérale des Etats-Unis de proclamer la non-convertibilité entre le dollar et l'étalon-or, la monnaie marchandise. En réalité, il s'agit de créer une véritable gouvernance économique mondiale où les règles s'appliqueraient à tous. Le fait pour le G20 ne pas s'engager sur des objectifs chiffrés empêche la transparence et limite la prévisibilité des engagements entre membres du G20. Il est possible d'imaginer pourquoi la célérité avec laquelle les décisions seront mises en œuvre ne peut qu'être faible.

Si les pays non G20 venaient à développer leur marge commerciale au point de donner des chances au « consensus de développement de Séoul » de devenir réalité, ils pourraient influencer sur la vitesse d'exécution, à condition de s'organiser en interne pour assurer une véritable capacité d'absorption. Là encore, à côté de ces bonnes intentions qui devraient prendre du temps avant de devenir réalité, le consensus anti-Washington Consensus est bien réel, même au sein du G20¹⁰.

Sur ce point qui bien sûr fait l'objet de très peu de publicité, les dirigeants des pays du G20 se sont finalement mis d'accord sur leur désaccord sur la solidarité internationale, celle qui devrait se diriger vers les pays non-G20, l'Afrique en particulier¹¹. Aussi, si le G2, la Chine et les Etats-Unis, s'accordent comme la plupart des pays du G20 à ne pas compromettre leur propre

croissance économique, il faut toutefois reconnaître au G20 une certaine lucidité lorsqu'est affirmé qu'« *une croissance inégale et des déséquilibres croissants alimentent la tentation d'abandonner des solutions communes en faveur d'actions non coordonnées, qui ne peuvent que faire empirer la situation pour tous* ». Mais la réalité est qu'en l'absence d'un véritable système interdépendant d'organisation de l'économie, de la monnaie et des finances mondiales, en soutien à la production et au commerce, ce sont les intérêts nationaux qui risquent de primer. Aussi, personne ne peut mettre en cause le plan du G20 pour les pays en développement¹² mettant l'accent sur les infrastructures, la sécurité alimentaire et la lutte contre l'évasion fiscale, un euphémisme pour la corruption. Mais lorsque le document final parle de « *prospérité partagée* », il y a malheureusement peu ou pas de progrès véritable car la notion de partage, synonyme de la volonté du G20 d'introduire la notion de solidarité en son sein, était et demeure largement étrangère aux pratiques et dogmes en vigueur dans le G8.

Mais comment peut-on parler de « croissance forte, pérenne et équilibrée¹³ avec les faiblesses consubstantielles du G20 de Séoul que sont, entre autres :

- l'hypocrisie consistant à multiplier les instruments d'identification et de surveillance par les « paires » des déséquilibres commerciaux et financiers, sans pourtant y apporter de sérieux mécanismes de correction et de sanction en cas de refus d'engager des corrections ;
- le refus de limiter la spéculation sur les marchés des changes par une taxation minimum des transactions financières liées à la spéculation ;
- aucune volonté réelle de séparation entre les activités bancaires de dépôt et celles de spéculation ;
- la confirmation d'un « *système monétaire international où les taux de change sont toujours déterminés par le marché¹⁴* ».

Entre l'impuissance, l'inefficacité et la difficulté à contrer la dictature de la finance, le G20 apparaît de plus en plus comme une structure qui développe une capacité de nuisance potentielle contre les pays pauvres et moins influents. La question mérite alors d'être posée autrement : le G20 devient-il antidémocratique en excluant l'Afrique de la prise de décisions ?

6. Le piège retourne à l'envoyeur ?

Alors, monter une opération de spoliation de l'image de la Chine autour de la surévaluation réelle du Yuan, la monnaie chinoise, sans mettre en cause la décision unilatérale des Etats-Unis en 1971 de laisser les monnaies s'ajuster les unes par rapport aux autres, relève de l'hypocrisie. Le piège concocté par les Américains en 1971 s'est refermé sur eux aujourd'hui en temps de crise, lorsqu'ils sont incapables d'équilibrer leur balance commerciale, leur balance des paiements, leur taux de chômage et leur indice de production industrielle, du fait d'une politique erronée de délocalisation vers le sud et dérégulations des acteurs promouvant la spéculation. Incapables de trouver une solution commune, les Etats-Unis en appellent à la solidarité internationale en oubliant qu'ils n'ont justement que bien rarement fait jouer cette solidarité internationale, lorsque les pays pauvres présentaient, de manière structurelle, un déséquilibre des échanges commerciaux. Et lorsque c'était fait, cela se faisait quasi-systématiquement pour défendre leurs intérêts ou un retour sur « *investissement* ».

Aujourd'hui, les Etats-Unis font cavalier seul en créant les conditions d'une future stagflation en décidant unilatéralement de créer de la monnaie qui ne repose pas sur de la production, soit 600 milliards de \$ US de papier monnaie. Le dollar étant utilisé comme une monnaie internationale, il y a lieu de reconsidérer la création d'une monnaie internationale différente du dollar. Il faut s'assurer d'une parité fixe entre cette monnaie et toutes les devises du monde et d'organiser les règles du régime de change flottant de manière prévisible pour éviter les décisions unilatérales des grandes puissances, surtout lorsqu'elles menacent de déstabiliser encore plus les déséquilibres monétaires et financiers mondiaux comme le font les Etats-Unis aujourd'hui.

Les Etats-Unis sont en train d'expérimenter les limites et les dangers du capitalisme de la spéculation et feraient bien mieux de revenir à un capitalisme de production, reposant sur la responsabilité sociale de l'entreprise, en demandant à la Chine et aux pays émergents de ne pas suivre leur expérience passée. Cela s'appelle négocier un « *solidarisme contractuel* ». Malheureusement, c'est la volonté d'inter-indépendance qui a prévalu au G20 de Séoul et n'a pas fonctionné, alors qu'il s'agit de mettre en place et de respecter les nouvelles lois de l'interdépendance qui ne peuvent se faire sans prendre en compte les règles du solidarisme contractuel.

En oubliant qu'un jour la monnaie américaine sera elle-même la cible d'un tel système, les responsables américains des années 1970 ont fait preuve d'un manque de vision à moyen et long-terme. Croire aujourd'hui que la puissance chinoise pourrait accepter de rehausser la valeur de sa devise sur demande « *américaine* » est un véritable leurre de la part de Mr Timothy F. Geithner, le Secrétaire au Trésor américain, qui voulait d'ailleurs limiter à 4 % les surplus ou déficits commerciaux¹⁵ avec l'intention de sévir sous forme de sanctions pour tous ceux qui sortiraient de ce « *tunnel commercial* ».

Il était donc question sous couvert d'un unilatéralisme décadent de sanctionner ceux qui « *performent* » le mieux. En l'espèce et sur la base de pays choisis pour l'année 2009, les pays comme l'Allemagne, l'Arabie saoudite parce qu'ils ont des surplus, l'Inde parce qu'elle a un déficit trop important, se seraient vus sanctionner. Ces mesures ne sont pas de nature à contribuer à construire le retour de la confiance au sein de la communauté internationale sur les questions monétaires, commerciales et financières.

La solution dogmatique consistant à affirmer sans apporter de preuves que la seule organisation du libre-échange des biens, des services et du capital sans aucune entorse, permet de les faire aller vers le marché où ils sont nécessaires exclut souvent les pauvres. Il n'est plus possible d'avoir une foi aveugle dans les vertus de la main invisible régulatrice de crises économiques et financières ou des marchés, alors que toute économie sans une capacité productive interne ne peut assurer des emplois décents et une distribution intelligente du pouvoir d'achat. Aussi, les propositions de sortie de crise ayant pour objectif un monde multipolaire construisant une prospérité mutuelle, tel que le suggèrent le Secrétaire d'Etat américain Mr T. Geithner et le Ministre des finances de Singapour, Mr Thaman, ainsi que Mr Swan, le trésorier de l'Australie, sont certes louables mais ne peuvent fonctionner avec le principe de la main invisible. Ces derniers sont les premiers à rappeler qu'aucun Etat du G20 ne devrait s'engager sur la voie du protectionnisme¹⁶. Pourtant, ce sont aussi ces mêmes Etats qui trouvent d'autres voies pour contourner les préceptes acceptés d'un commun accord lors des grandes messes comme le G20. Aussi, lorsqu'on lit dans la déclaration finale de Séoul que les 20 Etats membres s'engagent à améliorer un processus d'évaluation

commune (*Mutual Assessment Process, MAP*¹⁷) pour soutenir les équilibres des balances des paiements entre les Etats, il y a de quoi douter, surtout lorsqu'il s'agit de l'appliquer aux Etats-Unis.

Ces pratiques sont de nature à rendre le processus de nouvel ordre économique et financier bien contradictoire et reposent sur des approches du « *deux poids, deux mesures* » selon la puissance de l'Etat initiateur d'un tel projet. Cela est d'autant plus fâcheux que ces contradictions se fondent dans une diplomatie du marketing diplomatique, qui repose sur une théorie économique sous-jacente qui fait la part belle au dogme de la « *main invisible* » en période de crise financière et économique. Bref, en réalité, au lieu d'aller vers plus de stabilité, ces approches tendent à promouvoir la volatilité en sacrifiant les pays ne disposant pas de puissance militaire et incapables de maîtriser leur déficit de balance des paiements.

7. Risque de faillite avec effets contagieux

C'est avec 0,4 % de croissance économique que la France prend la présidence tournante du G20 alors que le déséquilibre des balances commerciales et de paiements sont plus importants qu'après la crise financière de 2008. Il ne faut pas s'étonner qu'à l'issue du « communiqué final » du G20 de Séoul, les principales places boursières ont enregistré un net recul (Paris, -2,5 %, Londres, -1 %, Francfort, -1,5% et Shanghai, -5,16 %) ¹⁸. Cela reflète plus l'anticipation des marchés face au retour de la planche à billets aux Etats-Unis, baptisé QE2 pour "*quantitative easing*" qui est dans sa deuxième phase, signe de l'inefficacité des mesures de la *Federal Reserve Bank* (la banque centrale américaine) pour soutenir et relancer l'économie américaine. Il s'agissait pour les Etats-Unis d'injecter 600 milliards de dollars (440 milliards d'Euros) dans l'économie. En réalité, en l'absence de capacités productives, pour la plupart délocalisées en Amérique latine ou en Asie, cet effort ne permettra pas de créer de l'emploi puisque l'injection ne se fait pas directement dans la production mais indirectement dans les titres de sociétés cotées en bourse (Dow Jones). La réalité est que cela devrait plus contribuer à huiler les spéculations en émergence sur le marché des matières premières, ce qui ne tardera pas à occasionner une nouvelle crise des prix des produits alimentaires dont les conséquences seront négatives en Afrique. Alors quand le Président Barack Obama rappelle que ces mesures ne sont là que pour soutenir la croissance économique de son pays et non pour intervenir indirectement sur le marché, il faut croire qu'il est mal conseillé du fait du dogme obsolète du sacro-saint non-interventionnisme de l'Etat dans le secteur productif. Il s'agit bien d'interventionnisme de la FED dans l'économie, qui risque de ne soutenir que les détenteurs d'actions générant des profits en bourse aux dépens des actionnaires détenteurs d'actions venant en soutien à la création de valeur ajoutée dans le secteur productif, notamment les petites et moyennes entreprises, qui ne pourront pas ainsi générer les emplois qui font cruellement défaut, avec les conséquences sur le pouvoir d'achat de l'Américain lambda.

Les Etats-Unis en continuant leur politique doivent craindre de déclencher indirectement une stagflation, cette forme de l'inflation sans croissance soutenue et partagée, qui ne peut stopper la hausse généralisée des prix, une perte graduelle du pouvoir d'achat et des manque-à-gagner en création d'emplois. Les investisseurs boursiers n'ont fait qu'annoncer par avance l'éventualité d'un tel scénario qui risque alors de ne pas se limiter aux Etats-Unis. Ce, d'autant plus, que la régulation offerte par Bâle III n'est pas dissuasive pour les grandes institutions financières ou bancaires, qui ne se priveront pas de profiter de cette « *bouffée* » d'air, qui ne repose que sur du

vent, pour se refaire une santé sur le dos du contribuable et d'augmenter les risques de faillite contagieuse, tant pour les banques que pour certains Etats fragilisés par les attaques des investisseurs en bourse, pariant sur la défaillance de certains d'entre eux (banques comme Etats) et espérant un interventionnisme de l'Etat qui viendrait les enrichir. Les pays non membres du G20 doivent s'opposer à un tel scénario, mis en place sans même que les conséquences collatérales et différées sur eux, plus particulièrement l'Afrique, n'aient été prises en compte dans le cadre de véritables négociations.

8. Sarkozy peut réussir « son » G20 s'il adopte le « solidarisme contractuel »

Le G20 sous la Présidence de Nicolas Sarkozy pourrait expérimenter une forme douce de la rupture à la française. La notion de solidarité avec l'Afrique annoncée en fanfare devrait pouvoir trouver des concrétisations au cours de cette présidence tournante française. A défaut, c'est la crédibilité même du Président français qui sera mise en cause. Pour réussir donc cette présidence, l'Afrique verrait en ce monsieur un « *Grand Homme d'Etat* » s'il réussissait le tour de force de convaincre tous les membres du G20 que le prochain G20 sera un G21, avec la représentativité à part entière de l'Afrique. Le concept opératoire devra reposer sur les principes de gouvernance de l'interdépendance. Enfin, au plan opérationnel, il y a lieu de s'éloigner des promesses et cadres généraux d'engagement moral, pour s'assurer que les décisions prises fassent l'objet d'un contrat de solidarité avec l'Afrique.

C'est cette approche du « *solidarisme contractuel*¹⁹ » qui peut redonner une véritable crédibilité au G20 dans ses rapports avec l'Afrique et les pays pauvres en général. Cette approche gagnerait d'ailleurs à être mise en œuvre au niveau des relations bilatérales et plus particulièrement par les agences nationales de développement des pays du G20. Au niveau des pays africains, l'Union africaine devrait s'assurer qu'aux niveaux sous-régional et régional, les contreparties africaines puissent organiser leur capacité d'absorption en offrant, à partir des demandes des populations, des projets et programmes de développement de capacités productives, de création de richesses et de création d'emplois, susceptibles de trouver plus qu'un écho auprès du G20, mais aussi auprès des nouvelles approches de coopération décentralisée avec les collectivités locales et régionales.

Ce n'est alors que véritablement, on pourra parler de rupture et de coresponsabilité. En un an, le nouveau locataire de la Présidence tournante du G20 pourrait réussir un consensus nouveau en faisant avancer des dossiers enlisés, oubliés ou hypocritement annoncés mais jamais réalisés. Une telle démarche, si elle est retenue par les conseillers du Président Sarkozy, pourrait permettre d'introduire les acteurs de la Diaspora dans le suivi des décisions du G20 et accélérer le vrai passage entre la dépendance et l'interdépendance. Les populations africaines attendent donc de voir si le prochain G20 s'appellera G21, avec l'Afrique représentée avec une voix décisionnelle. Il reste aux dirigeants africains de se faire représenter par un Chef d'Etat qui ne présente pas de "casserolles" qui rappellent, tels les Tam-tams Africains, qu'il y a entorses aux droits humains, à la démocratie, à la vérité des urnes et des comptes publics. Les Présidents du G2, Barack Obama des Etats-Unis d'Amérique et Hu Jintao de la République populaire de Chine ne pourront s'y opposer. YEA.

-
- ¹ Source : WTO, *International Trade Statistics, 2010*, WTO, Geneva, Switzerland, pp. 182-183, 186-187, voir : < http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2010_e/its2010_e.pdf >
- ² G20, « Le communiqué final du G20 de Séoul », voir « The G20 Seoul Summit. Leaders' Declaration », 11-12 Novembre 2010.
- ³ Yves Ekoué Amaïzo, *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation. Une chance pour l'Afrique*, l'Harmattan, Paris, 1998.
- ⁴ Laurent Coordonnier, « Un pays peut-il faire faillite ? », in *Le Monde Diplomatique*, mars 2010, voir <> accédé le 20 novembre 2010.
- ⁵ Martin Wolf, « How to start a course out of the Sino-American Storm », in *Financial Times*, 16 novembre 2010, voir <http://www.ft.com/cms/s/0/1beea482-f1ba-11df-bb5a-00144feab49a,dwp_uuid=cc46dd96-caea-11df-bf36-00144feab49a.html#axzz162kG1kVK>, accédé le 20 novembre 2010.
- ⁶ Yves Ekoué Amaïzo, *Crise financière internationale. Réponses alternatives de l'Afrique*, « collection interdépendance africaine », éditions Menaibuc, Paris, France, 2010, 204p. ; www.menaibuc.com et www.fnac.com
- ⁷ Bank for International Settlements, « Basel III: Final Document on Good Practice Principles on Supervisory Colleges, October 2010 », in *Basel Committee of Banking Supervision*, voir : <<http://www.bis.org/publ/bcbs177.pdf>>, accédé le 19 novembre 2010.
- ⁸ Vittorio De Filippis, « « L es Etats sont en liberté conditionnelle », in *Libération*, 13-14 novembre 2010, p. 15.
- ⁹ Le Monde, « Depuis le 1er janvier, les Etats-Unis ont enregistré 146 faillites bancaires », in *Le Monde*, 14-15 novembre 2010, p. 13.
- ¹⁰ Yves Ekoué Amaïzo, « Consensus anti-consensus Washington », in *Afrology.com*, date, voir www.afrology.com, rubrique politique et presse récente.
- ¹¹ Financial Times, « G20 show how not to run the world », in *Financial Times*, Saturday 13 November 2010.
- ¹² G20, « Le communiqué final du G20 de Séoul », op. cit.
- ¹³ The Seoul Action Plan, paragraph 4 : “*We shaped the Plan with unity of purpose to ... deliver on all three objectives of strong, sustainable and balanced growth*”, voir G20, op. cit.
- ¹⁴ ATTAC France, « G20 : Analyse de la déclaration finale du G20 de Séoul », in *Attac France*, voir <<http://www.france.attac.org/spip.php?article11875>> accédé le 18 novembre 2010.
- ¹⁵ The Wall Street Journal, « A Better G-20 Agenda », in *The Wall Street Journal, Opinion Review & Outlook*, p. 13.
- ¹⁶ Timothy Geithner, Thaman Shamugaratnam and Wayne S wan, “A Four Point Plan for theG-20”, in *The Wall Street Journal*, Thursday 11 November 2010.
- ¹⁷ G20, « Le communiqué final du G20 de Séoul », op. cit.
- ¹⁸ Claire Gatinois, « G20, Chine, Dublin, Fed: de quoi s'inquiéter », in *Le Monde*, 14-15 novembre 2010, p. 12.
- ¹⁹ Yves Ekoué Amaïzo, *Crise financière internationale. Réponses alternatives de l'Afrique*, op. cit.